## DEPARTEMENT DE VAUCLUSE ARRONDISSEMENT DE CARPENTRAS COMMUNE DE COURTHÉZON

## ARRÊTÉ n° 2025/349

## OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT – MISE EN PLACE MANISFESTATION « LES REJOUISSANCES EN FRANCE » - FERMETURE DU PARC VAL SEILLE DU JEUDI 11 SEPTEMBRE 2025 AU VENDREDI 12 SEPTEMBRE 2025

Le Maire de la Commune de Courthézon,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2213 et suivants,

Vu le Code de la Route et ses textes subséquents,

**Vu** l'arrêté du 26 décembre 2000 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 janvier 2025 visant à confier la gestion de la fourrière automobiles municipale à un exploitant privé,

**Vu** la demande d'occupation du domaine public présentée le lundi 1er septembre 2025 par le service festivités, culture et vie associative pour le compte de la commune de Courthézon,

Considérant que pour permettre la réalisation de cette manifestation, il convient de prendre toutes les mesures de sécurité à l'égard des usagers du domaine public.

## <u>ARRÊTE</u>

<u>Article 1<sup>er</sup></u>: La demande d'occupation temporaire du domaine public formulée par le service festivités, culture et vie associative pour la mise en place de la manifestation « LES REJOUISSANCES EN FRANCE » est autorisée :

• du jeudi 11/09/2025 de 12h00 au vendredi 12/09/2025 à 19h00

Article 2 : Pendant cette durée, le parc Val-Seille sera interdit d'accès au public.

Article 3: Les droits des tiers sont et demeurent préservés.

<u>Article 4</u>: Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

<u>Article 5</u>: Tous les véhicules en stationnement irrégulier au vu des articles précédents seront mis en fourrière aux frais du contrevenant.

<u>Article 6</u>: La commune ne pourra pas être reconnue responsable pour l'insuffisance de la signalisation mise en place par les pétitionnaires.

<u>Article 7</u>: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dont dépend la commune dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

<u>Article 8</u>: Le Maire, le Commandant de Brigade de Gendarmerie Nationale de Châteauneuf du Pape, les Policiers Municipaux, les Sapeurs-Pompiers de la Caserne de la Grange Blanche, le service festivités, culture et vie associative de la commune de Courthézon, sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article L 2122-29 du Code Général des Collectivités Territoriales.



Courthézon, le 04/09/2025

Pour Le Maire, Nicolas PAGET,

L'Adoint à la sécurité, Cyril FLOURET,